



# Limites de poids printanières sur les autoroutes

Élections 2019

**Notre demande** : Jouer un rôle de chef de file en collaborant avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'uniformiser les limites de poids printanières sur les autoroutes.

## CONTEXTE

- Le secteur des fruits et légumes est actif dans le transport de marchandises d'un océan à l'autre afin de fournir des produits de qualité aux Canadiens.
- Toutefois, le manque d'uniformité des limites de poids printanières sur les autoroutes pendant le dégel (de février à mai chaque année) augmente les coûts du transport interprovincial des produits.
- Actuellement, un membre de l'ACDFL à l'Î.-P.-É. paie 97 000 \$ de plus par année en frais d'expédition en raison des différentes limites de poids printanières de l'ensemble du pays.
- Pour chaque tranche de 5 camions qu'il utilise pour expédier des produits d'une province à une autre, il doit en envoyer un sixième pour compenser le poids perdu.
- Le coût cumulé de ce manque d'uniformité dans l'ensemble du secteur des fruits et légumes frais serait considérable.
- À une époque où les camionneurs se font de plus en plus rares, il faut trouver une solution à long terme à ce problème ou alors le commerce interprovincial des fruits et légumes frais risque de devenir plus limité à mesure que les coûts continuent de grimper.

## MESURES À PRENDRE

- Bien que les limites de poids printanières sur les autoroutes soient de compétence provinciale, l'ACDFL demande à tous les partis de jouer un rôle prédominant dans ces discussions s'ils sont élus en 2019.
- Cette question fait partie du plan de travail 2018-2019 de la Table de conciliation et de coopération en matière de réglementation dans le cadre de l'Accord de libre-échange canadien qui constitue une occasion unique d'aborder cette question.
- Dans ce dossier, le gouvernement fédéral aidera à réduire les obstacles réglementaires et les coûts auxquels font face les producteurs, les emballeurs et les expéditeurs du secteur des fruits et légumes frais.
- On demande au gouvernement fédéral de soutenir une exemption agricole des limites de poids printanières à l'échelle du pays. (Des exemptions existent déjà pour les produits de volaille et laitiers.)